

ACTUALITE

L'Iran face à la chute des prix du pétrole

La chute d'environ 45% des prix du pétrole depuis l'été 2014 [à la date du 12 décembre 2014 au moment de la rédaction de cet éditorial] est un coup dur pour tous les pays producteurs et exportateurs de pétrole, qu'ils soient membres ou pas de l'OPEP. Au sein de ceux-ci cependant, certains sont évidemment dans une situation beaucoup plus difficile que d'autres et les noms du **Venezuela**, de l'**Iran** et de la **Russie** ont souvent été évoqués à ce titre au cours des dernières semaines.



A Téhéran, on ne l'entend pas de cette oreille et, dans les cercles officiels, notamment depuis la dernière réunion de la Conférence de l'OPEP le 27 novembre (voir Actualité dans le PGA du 1^{er} décembre 2014), on a construit une argumentation détaillée sur ce sujet.

Les principaux éléments de celle-ci sont présentés ci-dessous par **Pétrole et Gaz Arabes** (PGA) :

- La chute des prix du pétrole n'est pas seulement une question économique, a souligné le président iranien, M. Hassan Rohani. Il s'agit d'un "**complot**" contre les peuples du Moyen-Orient et contre les musulmans. C'est le résultat d'une "**conspiration**" qui profite à certains autres pays, a ajouté le président iranien, qui n'a pourtant pas pour habitude de parler de complot tous les jours.
- Les dirigeants iraniens sont restés prudents en ne nommant pas directement ceux à qui le crime profiterait selon eux. Cela dit, le porte-parole du gouvernement, M. Mohammad-Baqer Nobakht, a été plus précis en rappelant que l'essentiel de la surproduction pétrolière venait des **Etats-Unis**. Il a ajouté que l'un des pays voisins de l'Iran, en ligne avec l'approche américaine, avait agi d'une façon à faire baisser les prix du brut, une allusion plus que transparente à l'**Arabie Saoudite**.
- Les peuples du Moyen-Orient n'oublieront jamais ces conspirations, a indiqué M. Rohani dans un **registre plus menaçant**. Ils réagiront et les pays qui sont derrière ce complot devraient savoir que la haine ne pourra que croître envers eux au sein du monde musulman. De son côté, le premier vice-président de l'Iran, M. Es'haq Jahangiri, a précisé que la nation iranienne n'oubliait jamais les comportements des autres envers elle. A bon entendeur ...
- En dépit de la chute des prix du brut, les autorités sont capables de gérer le pays convenablement, a souligné M. Rohani, et ce message a été martelé par diverses personnalités politiques.
- Le **budget** pour la prochaine année iranienne, qui débutera le 21 mars 2015, a été bâti sur la base d'un prix de **\$70 par baril**. Il ne prévoit pas de déficit. Son montant est de **\$311 milliards** (8 380 000 milliards de riyals iraniens ; U.S.\$1 = RI 26 936), soit une hausse de 4,3% sur un an. La lutte contre l'inflation demeure centrale dans ce budget, a souligné M. Rohani. Il n'y a pas à

**La chute des prix du brut :
un complot contre l'Iran,
les peuples du Moyen-Orient
et le monde musulman ?**

s'inquiéter de la baisse des prix du pétrole, a estimé le ministre de l'Economie, M. Ali Tayyebnia. Le budget pour l'année 2015-2016 a été conçu de façon à ce que les fluctuations des prix du brut ne l'affectent pas. Nous avons l'assurance que les recettes envisagées pour l'an prochain seront réalisées, a-t-il indiqué.

- M. Es'haq Jahangiri a été très audacieux puisqu'il a estimé que, même si le prix du brut tombait **en dessous de \$40/b**, le gouvernement serait capable de gérer l'économie en ayant recours aux principes de l'"**économie de résistance**", dont le chantre est le guide de la République islamique, l'ayatollah Ali Khamenei. C'est évidemment aller un peu vite en besogne.
- M. Jahangiri et d'autres responsables ont souligné que l'Iran avait une grande expérience en matière de **résistance aux pressions extérieures** puisqu'il subit des **sanctions occidentales** depuis longtemps. Nous sommes prêts pour toutes les conditions, a estimé le porte-parole du gouvernement car beaucoup de mesures ont déjà été prises dans le passé pour exercer des pressions sur notre économie. L'Iran ne modifiera pas ses positions, qui sont justes, car nous avons réduit notre dépendance à l'égard des revenus pétroliers, a expliqué un parlementaire, M. Mohammad-Reza Pour-Ebrahimi, cité par l'agence officielle *Shana*. Il est membre de la commission économique du **Majlis**.
- Le gouvernement a pris des initiatives pour que 20% des revenus pétroliers soient déposés dans le **Fonds de Développement National (NDF)**, a indiqué M. Jahangiri.
- Les **exportations non pétrolières** de l'Iran sont en forte hausse. Elles ont augmenté de 20% à \$31 milliards au cours des neuf premiers mois de l'année iranienne 2014-2015, selon le responsable de l'administration des **Douanes**, M. Massoud Karbasian.
- Le directeur des affaires internationales de la **National Iranian Oil Company (NIOC)**, M. Seyyed Moshen Qamsari, a été très prudent en rappelant qu'il n'était pas possible de prévoir les prix du pétrole, surtout après la dernière réunion de l'OPEP. L'arrivée de l'hiver et l'impact favorable sur la demande de la chute des prix des produits pétroliers pourraient créer les conditions d'un marché haussier à l'avenir. La baisse des prix de l'ordre de \$6 depuis la fin de la Conférence de l'OPEP le 27 novembre n'a pas de justifications économiques et les marchés réagissent surtout aux remarques de hauts responsables pétroliers, a-t-il expliqué dans une interview à *Shana* le 8 décembre. Il a ajouté que la vente de bruts légers et peu soufrés était difficile [du fait de l'abondance de pétrole non conventionnel provenant des Etats-Unis (pétrole de schiste et pétrole extrait de réservoirs compacts - shale oil et tight oil), qui est surtout du pétrole léger de bonne qualité – NDLR] mais que celle de **pétroles lourds et acides**, notamment produits au Moyen-Orient, ne posait pas de problèmes.
- **La chute des prix du pétrole peut même constituer une chance pour l'économie iranienne** car elle nous poussera à poursuivre la réduction de notre dépendance vis-à-vis du pétrole, a souligné le président Rohani. Un argument similaire avait été utilisé dans le passé pour les sanctions économiques occidentales.
- Dans un commentaire signé, en date du 8 décembre, l'agence *Shana* a indiqué qu'il n'était pas justifié de critiquer l'attitude du ministre iranien du Pétrole au cours de la dernière réunion de l'OPEP (voir notre édition du 1^{er} décembre 2014) car l'Arabie Saoudite et ses alliés du Golfe

L'Iran fait valoir sa grande capacité à résister aux pressions extérieures

exercent une forte influence au sein de cette organisation du fait de l'importance de leurs capacités de production et de leurs parts de marché ; de plus, l'Iran veut se diriger vers une économie libérée du pétrole et la chute des prix favorisera la réduction de sa dépendance ; **l'OPEP a pris la meilleure décision possible** en décidant de concurrencer les pays non-OPEP et les producteurs de pétrole non conventionnel pour maintenir ses parts de marché plutôt que de chercher à défendre des prix élevés dans le court terme ; si l'OPEP avait décidé de réduire sa production, elle aurait été la grande perdante car une baisse de 500 000 barils par jour ou de 1 million de b/j n'aurait pas suffi à éponger un excédent estimé à 1,5 Mb/j et les pays non-OPEP auraient gagné des parts de marché ; enfin, en conservant son plafond de production de **30 millions de b/j**, l'OPEP se donne un peu de temps pour voir ce que sera la réaction des producteurs de brut léger non conventionnel à la chute des prix et l'organisation sera ainsi en mesure de prendre des décisions ultérieures sur la base de réalités tangibles.

Un commentaire signé n'engage pas directement le **ministère du Pétrole** mais le raisonnement présenté ci-dessus est cependant fort représentatif de ce que pense celui-ci. *Shana* explique d'ailleurs que l'attitude de l'Iran lors de la dernière réunion de l'OPEP a suscité des critiques de nombreux experts pétroliers iraniens, d'où cette défense et illustration de la position du pays au sein de l'OPEP.

- Vice-ministre de l'Industrie, des Mines et du Commerce, M. Mojtaba Khosrowtaj a estimé que la **Russie** était particulièrement menacée par la chute des prix du brut et que, dans ces conditions, l'Iran devrait tenter de bénéficier des opportunités que présente cette situation en termes d'élargissement des relations économiques et commerciales avec ce pays. Ce point de vue est partagé par M. Ebrahim Rahimpour, vice-ministre des Affaires étrangères, pour qui il faut développer la coopération pétrolière bilatérale avec Moscou.
- Du côté russe, on a récemment relancé le **projet d'échange de céréales et de produits industriels avec l'Iran contre du pétrole**. Le ministre russe de l'Economie, M. Alexei Ulyukayev, a déclaré que son pays prévoyait de signer des contrats avec Téhéran en ce sens.
- Quelques jours après cependant, le ministre du Pétrole, M. Bijan Namdar Zanganeh, reprenait la main en expliquant, une fois de plus, qu'aucun accord de ce type n'avait été signé [ce qui ne contredit pas la possibilité d'une telle signature ultérieurement – NDLR]. Le troc de commodités russes contre du pétrole iranien "*n'est pas vrai*", a déclaré le ministre, selon l'agence *Shana*. Mais les deux pays coopèrent dans le secteur des hydrocarbures, a-t-il rappelé.
- En attendant, la NIOC poursuit la préparation intensive de ses futurs contacts avec l'industrie pétrolière internationale. La compagnie nationale prévoit de dévoiler, lors d'une réunion à Londres en mars 2015, le nouveau modèle de contrat pétrolier, **l'Iran Petroleum Contract (IPC)**, présenté comme beaucoup plus incitatif que les contrats de service de type **buyback** en vigueur dans le pays depuis les années 1990 lorsque le pays s'était ouvert aux firmes étrangères. Lors de cette conférence, **40 à 50 projets pétroliers et gaziers** seraient présentés aux compagnies étrangères. Cela inclurait de l'exploration et du développement, des champs à terre et en mer et certaines des phases restantes du gisement supergéant de gaz et de condensats de **South Pars**. Les investissements dans l'exploration-production en Iran pourraient atteindre **\$22 milliards** au cours de l'année iranienne 2015-2016, selon la NIOC.

La NIOC veut offrir 40 à 50 projets pétroliers et gaziers aux compagnies étrangères

Le 12 décembre, en milieu de matinée (heure de Paris), le prix du **Brent** sur **ICE Futures** à Londres n'était plus que de **\$62,90/b** pour le contrat de janvier 2015. Pour le même contrat, le prix du **West Texas Intermediate** (WTI) était juste **en dessous de \$59/b**. En dépit de toute l'argumentation présentée ci-dessus, l'Iran est évidemment fort inquiet face à la chute des cours. Qui ne le serait parmi les pays producteurs ? Certes, Téhéran affiche bien haut son concept d'"*économie de résistance*" et sa volonté de diversification économique mais le poids du secteur des hydrocarbures est très important et le restera longtemps.

Le prix du Brent est passé en dessous de \$63 par baril

Après tout, si l'Iran était si peu touché par la chute des cours que ne le disent ses responsables, pourquoi des puissances étrangères s'acharneraient-elles à "*conspirer*" en pure perte contre la République islamique [comme expliqué précédemment par le **PGA**, nous ne retenons pas l'hypothèse, fort à la mode, d'un complot] ? Et la conjonction des prix bas du pétrole et de la poursuite des sanctions (malgré la suspension de certaines d'entre elles depuis janvier 2014) constitue un cocktail particulièrement dangereux.

Plus encore que par le passé récent, Téhéran doit trouver un compromis avec les 5+1 [les cinq Etats membres permanents du **Conseil de sécurité de l'ONU** et l'**Allemagne**] sur son programme nucléaire pour desserrer l'étau.

Francis Perrin